

FICHE THEMATIQUE : LA PLACE ECONOMIQUE SUISSE

un environnement libéral est gage de prospérité

La Suisse est une place économique attrayante, forte et très compétitive en comparaison internationale. Cependant, la concurrence ne cesse de s'intensifier. La Suisse ne pourra préserver sa position actuelle que si les conditions-cadre économiques sont revues et améliorées en permanence. L'expérience a montré que l'avenir réside dans une politique de croissance visant l'ouverture de nouveaux marchés et évitant le cloisonnement.

- ▶ **Sur le plan des conditions-cadre, l'économie suisse a besoin d'une économie de marché aussi libérale que possible.**
- ▶ **Une politique du commerce extérieur ouverte améliore la compétitivité de l'industrie d'exportation suisse. La signature d'accords de libre-échange avec la Chine et l'Inde ainsi que la conclusion d'un accord de libre-échange dans le secteur agroalimentaire avec l'UE sont des objectifs importants.**

DEUX GAGES DE SUCCES : STABILITE ET OUVERTURE

La Suisse : une petite économie ouverte



75 073

francs par an : le montant de la contribution de chaque habitant de la Suisse au produit intérieur brut moyen .

EN BREF

La Suisse est très bien positionnée en comparaison internationale. Elle compte parmi les pays les plus riches, les plus compétitifs et les plus innovants du monde et connaît la stabilité sociale et économique. Elle possède un système de formation efficace et diversifié, une recherche d'excellente qualité, un marché du travail flexible, des infrastructures bien développées et un système de santé qui fonctionne. La sécurité juridique est assurée. En outre, l'inflation, la fiscalité, la dette publique et le taux de chômage sont faibles. Le bas niveau des taux d'intérêt permet par ailleurs de financer les investissements à des conditions intéressantes.

La part des exportations au produit intérieur brut (PIB) de notre économie a considérablement augmenté ces dernières décennies et dépasse désormais 50 %. La Suisse est donc manifestement très dépendante de la demande étrangère.

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Le produit intérieur brut est le principal indicateur utilisé pour évaluer la puissance économique d'un pays. Il indique la valeur de marché totale pour tous les biens et services produits par un pays pendant une année. On dit qu'il est brut car il comprend les amortissements, pour l'usure des installations de production par exemple.

FAITS ET CHIFFRES

72 % DE LA CREATION DE VALEUR en Suisse est générée par le secteur des services, suivi de l'industrie et de l'artisanat, qui représente 27 %. La contribution de l'agriculture et de la sylviculture est à peine supérieure à 1 %.

DES MARCHANDISES POUR UNE VALEUR DE 193 MILLIARDS DE FRANCS ont été exportées par les entreprises suisses en 2010. Durant cette période, les importations se sont chiffrées à 173 milliards.

4 301 000 SALARIES ont été recensés par l'Office fédéral de la statistique en 2010.

320 360 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES (PME) et 1309 grandes entreprises étaient domiciliées en Suisse en 2009.

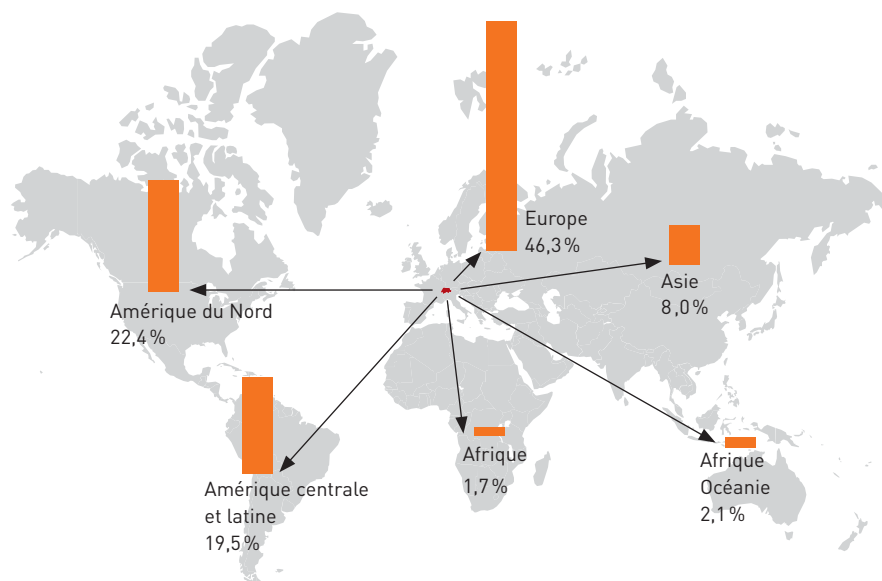
UN SALAIRE MOYEN DE 5823 est versé aux salariés actifs en Suisse.

16,3 MILLIARDS DE FRANCS ont été investis dans la recherche en Suisse en 2009.

INTER-DEPENDANCE

La Suisse entretient un rapport d'interdépendance étroit avec le reste du monde. En 2008, les investissements suisses à l'étranger totalisaient plus de 865 milliards de francs.

Investissements directs de la Suisse à l'étranger



Source : economiesuisse

Les multinationales investissent là où les conditions sont favorables. La Suisse en a bien profité.

Intensification de la concurrence internationale

Le processus de mondialisation a fortement modifié la concurrence entre les sites économiques, comme en témoignent non seulement les rapports d'interdépendance toujours plus étroits, mais aussi la mobilité croissante des entreprises, du capital et de la main-d'œuvre. Face à la pression de la concurrence, la Suisse doit continuellement réexaminer ses conditions-cadre, car les entreprises multinationales investissent et s'implantent dans les pays les plus favorables. La Suisse est justement l'un des pays qui en ont profité ces dernières années. Avec une part de 34 % au produit intérieur brut, les multinationales sont particulièrement importantes pour l'économie suisse.

Les petites et moyennes entreprises ne font pas preuve d'autant de mobilité ; en effet, pour des raisons de taille, diversifier les sites de production n'est pas forcément payant. Les conditions-cadre sont donc particulièrement importantes pour ces entreprises, qui représentent l'épine dorsale de la Suisse. Les PME et leurs collaborateurs sont dans tous les cas les plus touchés par une détérioration de l'environnement politico-économique.

Les conditions-cadre font toute la différence

Un environnement favorable est essentiel pour le développement de l'économie suisse. L'environnement influence le comportement des entreprises et détermine les investissements et le développement de nouveaux produits. Le nombre et la qualité des emplois – et donc la prospérité de la Suisse – dépendent des conditions-cadre.

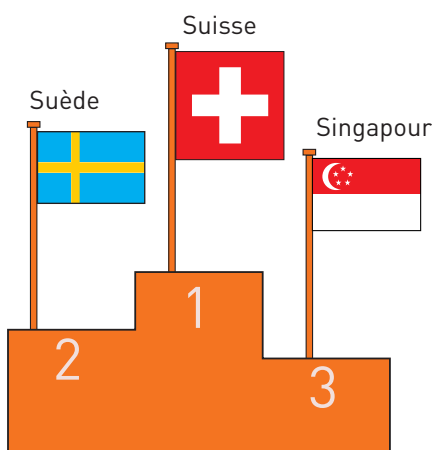
NE PAS SE REPOSER SUR SES LAURIERS

La Suisse en tête des classements

La Suisse figure régulièrement en tête des classements internationaux comparant la compétitivité et la capacité d'innovation. Selon le « Global Competitiveness Report 2010-2011 » du Forum économique mondial (WEF), elle figure même au premier rang ces deux années. Ce résultat témoigne d'une politique économique réussie et du fort attrait exercé par notre pays. Citons par exemple une dette publique relativement modérée par rapport à celle d'autres pays.

A LA POINTE

La compétitivité joue un rôle décisif dans l'attrait d'un site économique. Actuellement, la Suisse figure en tête du classement mondial.



Rang	Pays	Points
1	Suisse	5,63
2	Suède	5,56
3	Singapour	5,48
4	États-Unis	5,43
5	Allemagne	5,39
6	Japon	5,37
7	Finlande	5,37
8	Pays-Bas	5,33
9	Danemark	5,32
10	Canada	5,30

Source: The Global Competitiveness Report 2009-2010, WEF

Décalage dans le temps des effets de la politique économique

Les mesures de la politique économique déploient leurs effets avec un décalage dans le temps. Il faudra attendre cinq à dix ans avant de savoir si les décisions prises aujourd'hui ont vraiment renforcé l'attrait de la Suisse.

Il serait pourtant faux de se reposer sur ses lauriers. Les bons résultats obtenus dans les classements et la situation économique avantageuse de notre pays sont le fruit des efforts réalisés par le passé. La politique économique déploie ses effets avec un important décalage dans le temps : Les mesures prises aujourd'hui sont décisives pour que la Suisse figure toujours parmi les pays les plus innovants et les plus compétitifs du monde dans cinq à dix ans.

Les actions d'amélioration nécessaires doivent dans tous les cas être engagées dès maintenant. C'est d'autant plus important que l'écart entre les dix premières nations s'est sensiblement réduit ces dernières années. La concurrence ne s'endort pas et prospecte plus activement que jamais. Les premiers signes d'avertissements sont là : environ 30 % des multinationales interrogées dans le cadre d'un sondage ont répondu que les conditions-cadre de leur siège social en Suisse s'étaient détériorées.

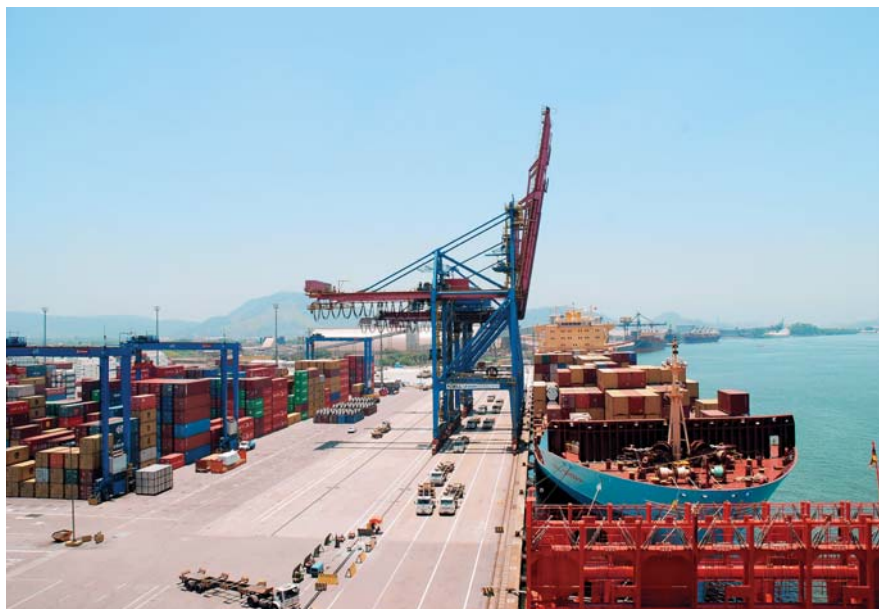
L'IMPASSE DU CLOISONNEMENT

Ne pas oublier les principes de la politique économique

Au lendemain de la crise économique et financière, il ne faut justement pas perdre de vue les recettes de politique économique qui ont fonctionné par le passé. La Suisse profite énormément du commerce économique mondial et de ses étroites relations avec le reste du monde. Cloisonner le marché helvétique serait totalement déplacé. Des réalisations comme les accords bilatéraux avec l'UE, au contraire, ont apporté bien-être et croissance à la Suisse et doivent être défendues à tout prix.

LA CLE DU SUCCES

Les accords bilatéraux avec l'UE visant la suppression des obstacles au commerce de marchandises et de services ont toujours été très profitables pour la Suisse.



L'interventionnisme est nuisible

Les interventions répétées de l'Etat et le renforcement de l'activité étatique dans le secteur privé sont coûteux et restent généralement sans effet. Il en résulte des distorsions de concurrence et des inefficiences. Mieux vaut donc renoncer à une politique industrielle active, susceptible de ralentir les changements structurels et de restreindre la grande capacité d'innovation de la Suisse. La politique n'est pas capable d'anticiper les technologies et les développements économiques futurs. Elle doit se limiter de mettre à disposition un environnement optimal.

UNE LEGISLATION MINIMALE ET DE NOUVEAUX ACCORDS DE LIBRE-ECHANGE

Une politique de croissance axée sur le long terme

Maintenant que la crise économique et financière est derrière nous, il faut à nouveau accorder la priorité à une politique de croissance à long terme. Tout doit être fait pour améliorer de façon ciblée l'attrait de la place économique suisse. Nous avons les moyens de défendre notre position forte dans la concurrence mondiale et de la consolider. Il s'agit avant tout de maintenir des conditions-cadre attrayantes pour les entreprises, grâce à une fiscalité modérée, une sécurité juridique suffisante et un droit des sociétés flexible et moderne. La qualité de la formation et de la recherche est essentielle pour préserver notre compétitivité, tout comme la disponibilité de main-d'œuvre suisse et étrangère très qualifiée.

Des accords de libre-échange bilatéraux avec l'Inde et la Chine ouvrent d'importants débouchés à l'industrie d'exportation suisse.

La Suisse doit en outre garantir l'accès aux marchés étrangers : le réseau des accords bilatéraux de libre-échange doit être étendu, en particulier à la Chine et à l'Inde. L'industrie d'exportation pourra ainsi prospecter de nouveaux débouchés et réduire sa dépendance aux aléas de développements conjoncturels régionaux tout en diversifiant les risques de change. Une politique extérieure ouverte sur le monde est essentielle, en particulier pour les entreprises multinationales.

DOSSIERS ET LIENS

Dossiers et liens

≥ [www.economiesuisse.ch/politique économique générale](http://www.economiesuisse.ch/politique_economique_generale)

≥ www.evd.admin.ch



Votre interlocuteur chez economiesuisse

Mathieu Tornare
Responsable de projets Politique économique générale et formation
mathieu.tornare@economiesuisse.ch